Devoir surveillé – Libertés : les limites, ordre public et dérives sectaires

Pourquoi et comment la loi limite nos libertés : l'article 4 de la DDHC, l'ordre public, les conditions d'une limite légale, les dérives sectaires et l'équilibre entre liberté et sécurité

Durée : 55 min – Sans document – Sur 20 points · Emc 4e

Nom : _____ Date : _____ Note : _____ / 20

Les réponses doivent être rédigées et justifiées. Soigne l'orthographe et la présentation.

Exercice 1 – Lire les articles 4 et 5 de la DDHC ★★ *(4 pts)*

Document — Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 26 août 1789.
Article 4. « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi. »
Article 5. « La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas. »

a) Présente le document : sa nature, sa date et l'assemblée qui l'a adopté.

b) Un maire interdit les parties de cartes sur les bancs publics, qu'il juge « peu sérieuses ». Quelle phrase du document permet de contester cet arrêté ? Explique.

c) Donne un exemple de liberté, autre que la liberté d'expression, et d'une limite que la loi lui fixe aujourd'hui.

d) Pourquoi les révolutionnaires ont-ils voulu que seule la loi fixe les bornes de la liberté, et non le roi ou ses agents ?

Exercice 2 – Protéger l'ordre public ★★ *(4 pts)*

Pour chaque arrêté, nomme la composante de l'ordre public protégée et l'autorité qui l'a pris.

a) Arrêté municipal : la musique amplifiée est interdite dans le jardin public après 22 heures.

b) Arrêté préfectoral : la baignade est interdite dans un lac dont l'eau est contaminée par des bactéries.

c) Arrêté municipal : les habitants d'un immeuble dont un mur porteur s'est fissuré sont évacués.

d) Arrêté municipal : une émission de rue où des personnes âgées sont payées pour se faire humilier sous les moqueries du public est interdite.

Exercice 3 – Étude de cas : quatre limites aux libertés ★★★ *(4 pts)*

Pour chaque situation, nomme la liberté en cause, dis si la limite est **légale** ou constitue une **atteinte illégale**, justifie en une phrase (texte, nécessité, proportion) et indique le recours possible.

a) Une préfète interdit, pour le seul jour de la venue d'un ministre, un rassemblement devant une usine où, la semaine précédente, des manifestants ont incendié des voitures.

b) Un maire interdit à un journal local de distribuer son numéro parce qu'il critique sa gestion.

c) Un maire interdit toute réunion publique dans sa commune pendant les deux mois de la campagne électorale, « pour éviter les disputes ».

d) Les responsables d'un groupe qui se présente comme une « école de bien-être » sont condamnés pour avoir soumis une adepte à des pressions répétées, jusqu'à une grave dépression, sans jamais lui demander d'argent.

Exercice 4 – Analyse de document : une décision du Conseil d'État ★★★ *(4 pts)*

Document — D'après l'ordonnance du juge des référés du Conseil d'État du 13 juin 2020. Pendant l'état d'urgence sanitaire, un décret du 31 mai 2020 interdit les rassemblements de plus de dix personnes sur la voie publique, manifestations comprises. Des syndicats et des associations saisissent en urgence le juge des référés du Conseil d'État. Le 13 juin, il suspend cette interdiction pour les manifestations déclarées : elle est générale et absolue, alors que les gestes barrières (distance, masque) peuvent souvent y être respectés. Il maintient en revanche l'interdiction des rassemblements de plus de 5 000 personnes.

a) Présente le document : quel juge, à quelle date, par quelle procédure ?

b) Quelle liberté le décret limitait-il, et quelle composante de l'ordre public voulait-il protéger ?

c) Pourquoi le juge suspend-il l'interdiction des manifestations ? Appuie-toi sur l'une des trois conditions d'une limite légale.

d) Pourquoi garde-t-il l'interdiction au-delà de 5 000 personnes ? Que montre cette décision sur l'équilibre entre liberté et sécurité ?

Exercice 5 – Argumentation guidée : « Peut-on limiter les libertés au nom de la sécurité ? » ★★★ *(4 pts)*

Rédige un paragraphe argumenté d'une quinzaine de lignes en suivant les quatre étapes. Chaque étape s'appuie sur au moins un élément précis du cours (article, loi, date, institution).

a) Montre, à partir d'un texte fondateur, que les libertés ont par nature des limites.

b) Donne deux exemples de libertés limitées pour protéger l'ordre public, en nommant la composante protégée.

c) Explique les garanties qui empêchent les abus, avec l'exemple de l'état d'urgence.

d) Conclus : pourquoi limiter les libertés selon ces règles protège-t-il, en réalité, les libertés ?

Bon courage !

Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).